

visites dans ces pays et que les échanges de délégations commerciales bien préparées soient plus nombreux. Ces efforts doivent être soutenus par le travail courant de nos ambassades à l'étranger. En outre, notre approche doit être plus systématique que par le passé. Nous avons déjà établi des comités économiques mixtes avec Israël, l'Arabie saoudite et l'Algérie. Il serait bon, je pense, que le gouvernement étudie la possibilité d'étendre l'utilisation de ce mode de consultation à d'autres pays, sans pour cela le substituer aux communications directes et fréquentes entre les représentants gouvernementaux.

En plus des activités strictement commerciales, les Canadiens se sont toujours préoccupés des pays moins fortunés que le leur. Nous pourrions, dans la mesure où nos ressources le permettent, envisager d'élargir nos programmes d'aide au développement du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Parallèlement, nous devons définir le rôle du Canada dans le développement économique soutenu des pays qui sont récemment passés de la classe des pays à faible revenu à celle des pays à revenu moyen, mais qui ont encore besoin de l'aide des pays industrialisés. Cependant, ce rôle ne devrait pas se limiter aux sommes que nous pouvons leur accorder, mais devrait englober également les compétences en matière de technologie et de gestion que nous pouvons mettre à leur disposition. Au Moyen-Orient, des organismes d'aide largement subventionnés manquent peut-être pour l'instant des connaissances techniques que possèdent les Canadiens. A cet égard, il serait bon d'étudier la possibilité d'augmenter la coopération entre le Canada et ces organismes. Nous pourrions ainsi élargir la portée et augmenter l'utilité de nos efforts de développement dans cette partie du globe, et ce, beaucoup plus que si nous ne recourons qu'à nos ressources financières.

Dans la plupart de ces pays, les renseignements sur le Canada ainsi que les échanges culturels avec ce dernier font défaut. Si les compétences et les ressources font l'objet d'échanges suivis entre Israël et le Canada, c'est en grande partie en raison des nombreuses affinités qui unissent nos deux peuples et qui, par conséquent, réduisent de beaucoup la nécessité d'interventions directes de la part du gouvernement. Je suis toutefois d'avis qu'il devrait continuer à favoriser ces échanges fructueux avec Israël.